

En 2020, la chute de la consommation a alimenté l'épargne, faisant progresser notamment les hauts patrimoines financiers :

quelques résultats de l'exploitation de données bancaires

Odran Bonnet, Tom Olivia, Théo Roudil-Valentin

Les données de comptes bancaires constituent une source d'information avancée sur la consommation et l'épargne des ménages en 2020, aussi bien à l'échelle microéconomique qu'infra-annuelle. À travers l'exploitation de données anonymisées mises à disposition par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale, il est possible d'étudier comment la crise sanitaire a pu modifier la situation financière des ménages clients de cette banque, selon leur niveau de revenu, leur âge ou encore leur catégorie socio-professionnelle. Cette étude se situe ainsi dans le prolongement des travaux récents sur le sujet à partir de cette même source.

Pendant les deux confinements de 2020, tous les groupes de ménages étudiés, quels que soient leurs niveaux de revenus, auraient diminué leur consommation, laquelle s'est recentrée, en particulier en avril, aux biens de première nécessité. Les ménages qui consommaient le plus avant la crise, essentiellement des cadres et des hauts revenus, auraient donc davantage diminué leur consommation.

La chute de la consommation a provoqué un surcroît d'épargne qui a alimenté les comptes courants des ménages et leurs comptes sur livrets. Le patrimoine financier brut des ménages (épargne liquide, comptes-titres et assurances-vie, crédits exclus) aurait fortement augmenté en 2020.

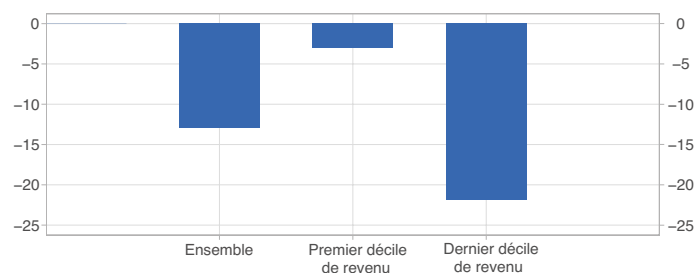
Cette hausse s'observe chez tous les groupes de ménages, quel que soit leur niveau de patrimoine financier. Elle est plus élevée en euros chez les ménages à hauts patrimoines financiers, qui ont pu épargner davantage en diminuant leur consommation. Les ménages à faibles patrimoines, ont également mis de l'argent de côté notamment pendant le premier confinement. Cependant, les montants en jeu pour ces ménages, quelques dizaines ou centaines d'euros en général, demeurent faibles bien qu'ils représentent une part importante de leur patrimoine initial. Parmi les ménages actifs, certains auraient été davantage touchés que d'autres par une baisse de leurs revenus et auraient donc moins augmenté leur épargne : c'est le cas des artisans et commerçants, ou encore des salariés du secteur privé, par contraste avec ceux du secteur public.

Les données bancaires utilisées ici ne permettent pas d'identifier directement les revenus des ménages mais peuvent tout de même être mobilisées pour en déduire une approximation, grâce à l'ensemble des virements et chèques entrant sur les comptes. Ces flux entrants chutent lors du premier confinement avant de rebondir en juin. Le deuxième confinement n'aurait pas provoqué de baisse de ces flux entrants, en moyenne. ●

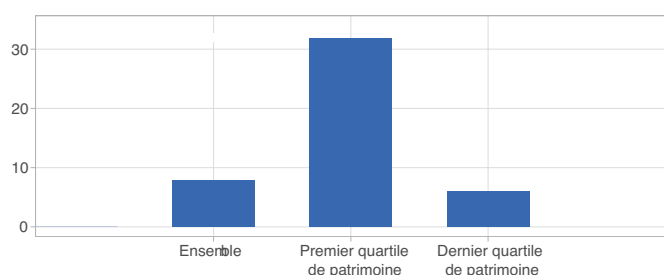
Toutes les analyses réalisées dans le cadre de cette étude ont été effectuées sur des données strictement anonymisées et sur les seuls systèmes d'information sécurisés et hébergés en France du Crédit Mutuel. L'Insee remercie le Crédit Mutuel Alliance Fédérale pour sa disponibilité et pour lui avoir permis d'utiliser ses données, ainsi que le Conseil d'analyse économique pour ses remarques précieuses. L'Insee a également bénéficié d'échanges fructueux avec BNP Paribas, qui a fourni des exploitations permettant de corroborer, à un niveau plus agrégé, les principaux résultats de cette étude.

En 2020, la chute de la consommation a alimenté l'épargne, faisant progresser notamment les hauts patrimoines financiers

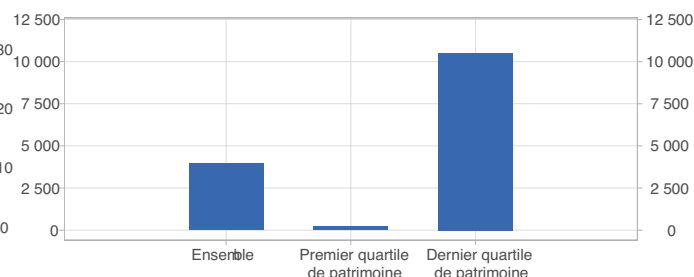
► Évolution de la consommation des ménages de l'échantillon redressé en 2020 en %



► Évolution du patrimoine de l'échantillon redressé en 2020 en %



► Évolution du patrimoine de l'échantillon redressé en 2020 en euros



Lecture : la consommation moyenne en 2020 était inférieure de 3 % par rapport à la tendance pré-crise pour les 10 % de ménages aux revenus les plus bas en 2019. Le patrimoine financier a augmenté de 32 % en moyenne entre décembre 2019 et décembre 2020 pour les 25 % de ménages avec les plus bas patrimoines et d'environ 218 euros. Note : le premier diagramme à barres correspond à l'évolution moyenne en pourcentage de la somme de la consommation par cartes, retraits et chèques entre 2019 et 2020 selon le niveau de revenu moyen du ménage en 2019. Les deux derniers diagramme à barres représentent l'évolution entre décembre 2019 et décembre 2020 en pourcentage et en montant du patrimoine financier moyen des ménages selon le niveau de patrimoine financier. Les 25 % de ménages aux plus bas ou aux plus hauts patrimoines financiers en décembre 2019 ne sont pas nécessairement les mêmes en décembre 2020 ; la moyenne calculée à ces deux dates n'est donc pas nécessairement réalisée sur le même groupe de ménage. Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

La chute de la consommation a été deux fois plus intense lors du premier confinement que lors du deuxième ; les retraits et les virements ont plus diminué que les paiements par carte

Une chute brutale de la consommation pendant le premier confinement

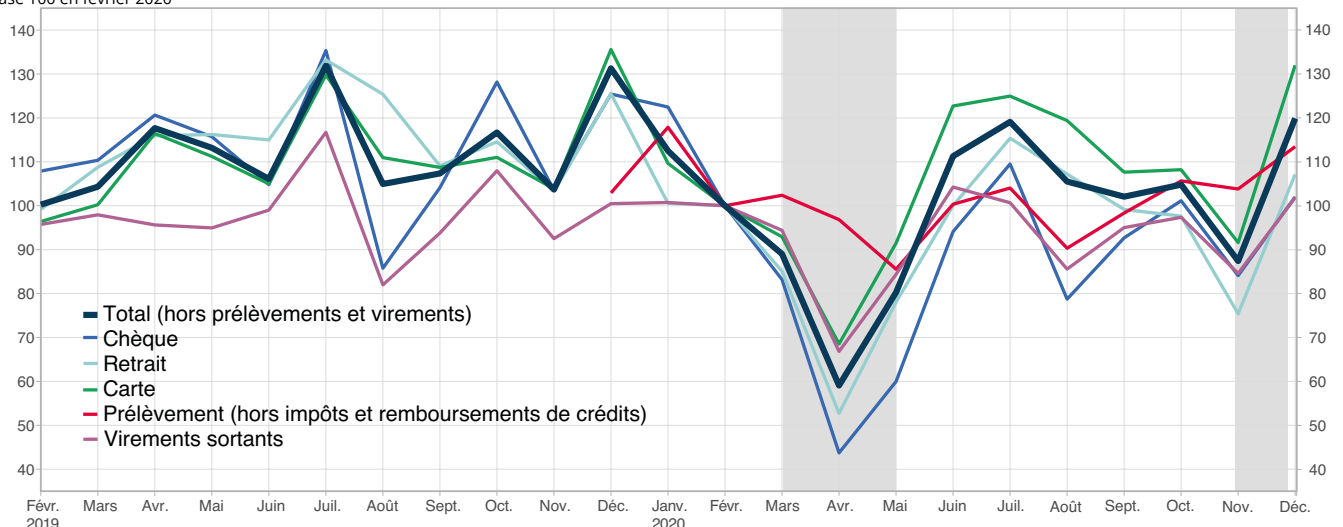
Les données de comptes bancaires mises à disposition par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale¹ (► encadré « Sources et méthodes ») permettent en premier lieu, d'étudier les dépenses des ménages pendant la crise sanitaire. L'évolution de ces dépenses fait apparaître les chutes survenues au moment des deux confinements de 2020, largement commentées depuis un an dans les différents *Points de conjoncture* de l'Insee. En particulier, la baisse de consommation par cartes et par chèques en novembre a été environ deux fois plus faible qu'en avril (► figure 1). Les ordres de grandeur, mesurés sur un échantillon de ménages clients du Crédit Mutuel Alliance Fédérale, sont proches de ceux calculés plus globalement par l'Insee². La baisse est plus prononcée pour les paiements par chèque et les retraits que pour les paiements par carte. De leur côté, les prélèvements (hors impôts et hors remboursements de crédits) qui incluent surtout des dépenses pré-engagées (loyers, abonnements téléphoniques, etc.) sont restés plus stables sur la période. Au contraire, les virements sortants des comptes, qui intègrent à la fois des dépenses de consommation et des transferts entre ménages, ont davantage diminué.

Les données font également apparaître le fort rebond de la consommation durant l'été 2020, notamment en juin et en juillet. Ce rebond est tiré par une forte progression des paiements par carte bancaire, au détriment des autres moyens de paiement. Puis, pendant l'automne, les paiements par carte ont certes reculé pendant le deuxième confinement mais beaucoup moins que lors du premier (*Point de conjoncture* du 2 décembre 2020).

¹ Une première exploitation de ces données a été réalisée par Fize, Landais et Lavest (CAE, 2021).
² Les dépenses des ménages ainsi reconstituées diffèrent cependant de la consommation finale des ménages au sens de la comptabilité nationale. Par exemple, elles n'incluent pas les loyers imputés (les loyers consommés fictivement par les ménages propriétaires de leur logement) et, à l'inverse, elles incluent le paiement de services de santé remboursés par la Sécurité sociale et dont le montant est retiré de la consommation finale des ménages.

► 1. Consommation des ménages de l'échantillon redressé en 2019 et 2020 selon les moyens de paiement

base 100 en février 2020



Lecture : en juillet 2020, la consommation totale est supérieure de 20 % au niveau de février 2020.

Note : le graphique représente les évolutions des consommations moyennes en pourcentage par rapport à février 2020. Elles sont obtenues en divisant la moyenne mensuelle des consommations des ménages par le niveau moyen en février 2020. Les périodes de confinement sont indiquées par les zones grisées.

Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

En 2020, la chute de la consommation a alimenté l'épargne, faisant progresser notamment les hauts patrimoines financiers

Une consommation sous contrainte : une chute plus prononcée pour les ménages qui avaient des hauts niveaux de consommation, comme les cadres et les hauts revenus

Pendant le premier confinement, la consommation (cartes, retraits et chèques) a baissé pour tous les ménages de l'échantillon, et ce quel que soit leur niveau de revenu³ en 2019 (► **figure 2** et ► **encadré méthodologique**). Cependant, la baisse s'est avérée plus forte pour les ménages qui avaient des revenus élevés en 2019 que pour les ménages avec des revenus plus faibles. En avril, la consommation des 10 % de ménages aux plus hauts revenus en 2019 était ainsi inférieure de 55 % à la « normale » (tendance pré-crise⁴) alors qu'elle était inférieure d'environ 40 % à la « normale » pour les 30 % de ménages aux plus bas revenus.

Pendant l'été, le rebond de la consommation a été plus marqué pour les ménages avec des faibles revenus, et au contraire moins prononcé pour ceux avec des hauts revenus. De fait, au mois de juin, les 10 % de ménages aux plus hauts revenus ont été les seuls à ne pas retrouver (ou dépasser) des niveaux de consommations similaires à la « normale ».

Pour tous les ménages, quel que soit leur niveau de revenu, le deuxième confinement a eu un impact beaucoup plus limité que le premier sur leur consommation. À l'exception des 10 % de ménages aux plus hauts revenus, les consommations moyennes en novembre sont restées comprises entre 80 et 100 % de la « normale ». Les 10 % des ménages les plus aisés ont, quant à eux, davantage réduit leur consommation, qui ne s'est élevée qu'à 75 % par rapport au niveau attendu selon la « tendance pré-crise ».

L'évolution de la consommation moyenne des ménages selon la catégorie socioprofessionnelle de la personne de référence⁵ (► **figure 3**) corrobore les résultats observés selon les niveaux de revenus. Les catégories socioprofessionnelles aux revenus plus élevés, comme les cadres, ont davantage diminué leur consommation que les ouvriers ou les employés.

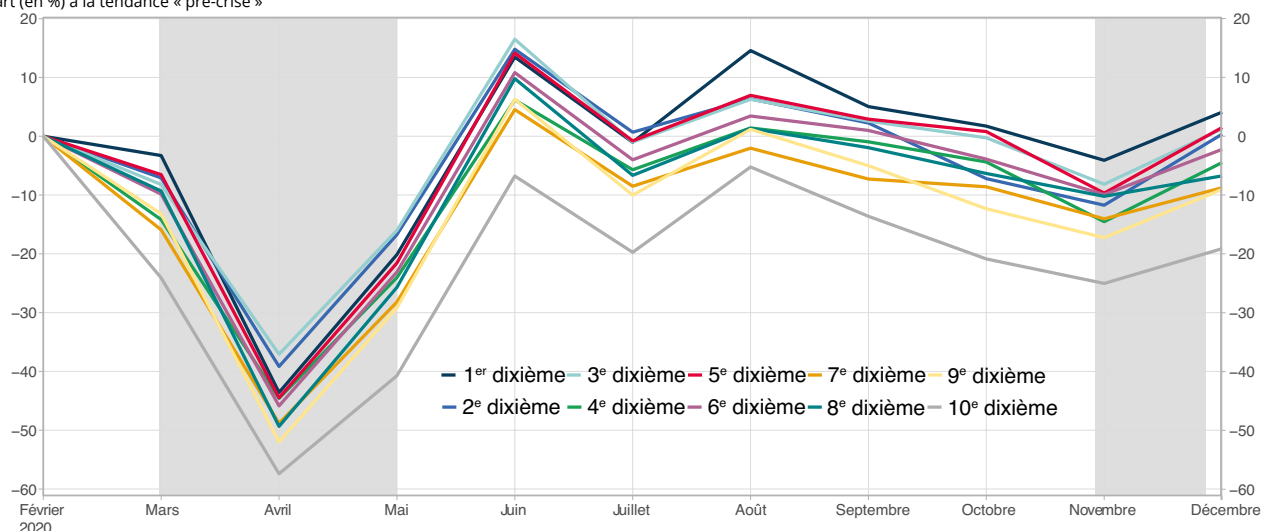
³ Les revenus n'étant pas directement observés dans les données bancaires utilisées, la somme des chèques et virements entrants est utilisée comme approximation dans cette étude (les virements supérieurs à 40 000 euros ont été écartés, soit 0,13 % des observations, car ils correspondent plus vraisemblablement à un transfert entre comptes qu'à un revenu). Les virements entre comptes d'un même ménage au sein du CIC sont également exclus.

⁴ Niveau attendu en avril 2020 si la tendance pré-crise s'était poursuivie (► **encadré méthodologique**).

⁵ La personne de référence est définie ici comme la personne la plus âgée du ménage.

► 2. Consommation des ménages de l'échantillon redressé en 2020, selon leur niveau de revenu en 2019, et en écart à la tendance pré-crise

en écart (en %) à la tendance « pré-crise »



Lecture : pour les 10 % de ménages aux revenus les plus faibles en 2019 (1^{er} dixième), la consommation moyenne aurait été en avril 2020 inférieure de 40 % à la tendance pré-crise (le niveau attendu en avril 2020 si la tendance pré-crise s'était poursuivie).

Note : l'échantillon a été découpé en 10 groupes de ménages de même taille selon le niveau de revenu en 2019. Les courbes représentent l'évolution moyenne de la consommation au sein de chacun de ces groupes. Les périodes de confinement sont indiquées par les zones grisées.

Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

Pendant le premier confinement, une consommation de première nécessité

Lors du premier confinement, les mesures de restrictions sanitaires ont transformé la structure de consommation des ménages. En effet, la fermeture des commerces « non essentiels » les a contraints à modifier leurs habitudes de consommation. Ils ont ainsi diminué leurs dépenses dans tous les secteurs sauf l'alimentaire (► **figure 4**) ; les dépenses réalisées *via* des achats en ligne (e-commerce) ont également augmenté. Les cadres, dont la part de l'alimentaire dans la consommation est moindre, ont donc davantage diminué leur consommation. En revanche, les dépenses alimentaires⁶ ont augmenté pour toutes les catégories socioprofessionnelles, conduisant à une hausse de leur part dans la consommation des ménages (+20 points de pourcentage - pp - en avril pour les ouvriers, par rapport à la part en février 2020, et jusqu'à + 31 pp pour les cadres et professions intellectuelles supérieures).

Les dépenses effectuées par e-commerce ont également augmenté : la part de ces dépenses augmente en avril de 1,5 pp pour les ouvriers et 5,1 pp pour les cadres et professions intellectuelles supérieures. Les dépenses dans le secteur de la restauration ont, quant à elles et de façon prévisible, fortement chuté pour toutes les catégories socioprofessionnelles, leur part s'est effondrée de -12 pp pour les ouvriers et -18 pp pour les cadres et professions intellectuelles supérieures.

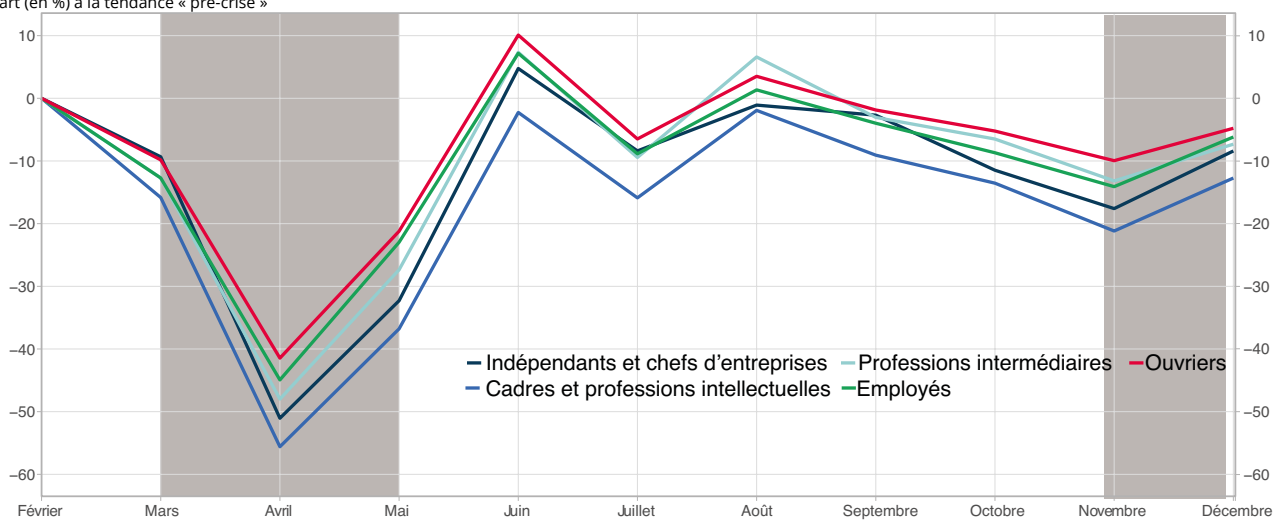
Pendant l'été, le rebond de la restauration

Pendant l'été, le secteur de la restauration a bénéficié d'un net rebond, avec la réouverture des restaurants et bars⁷. En août, et à l'exception des cadres et professions intellectuelles supérieures, toutes les autres catégories socioprofessionnelles ont augmenté leurs dépenses dans ce secteur par rapport à août 2019⁸. Les artisans et professions intermédiaires ont augmenté leurs dépenses dans la restauration de 4 % et 5 % respectivement, et les ouvriers et employés de 6 %. Les cadres et les professions intellectuelles

⁶ Les dépenses alimentaires incluent ici, par défaut, toutes les dépenses en grandes surfaces, qu'elles soient alimentaires ou non.
⁷ Ces résultats confirment l'analyse qui avait pu être menée au niveau agrégé, à partir des montants de transactions par carte bancaire CB, sur les dépenses touristiques en France des résidents pendant l'été 2020 (éclairage de la *Note de conjoncture* du 6 octobre 2020).
⁸ La comparaison avec août 2019 paraît plus pertinente compte tenu de la saisonnalité de ce type de dépenses. Il n'est toutefois pas possible de raisonner en glissement annuel sur l'intégralité des mois de 2020 car les données ne sont disponibles qu'à partir de juillet 2019. C'est pourquoi la figure 4 est présentée en référence à février 2020.

► 3. Consommation des ménages actifs de l'échantillon redressé en 2020 selon leur catégorie socioprofessionnelle, et en écart à la tendance pré-crise

en écart (en %) à la tendance « pré-crise »



Lecture : pour les ménages dont la personne de référence appartient à la catégorie des ouvriers, la consommation moyenne aurait été en avril 2020 inférieure de 40 % à la tendance pré-crise (le niveau attendu en avril 2020 si la tendance pré-crise s'était poursuivie).

Note : les périodes de confinement sont indiquées par les zones grisées.

Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

En 2020, la chute de la consommation a alimenté l'épargne, faisant progresser notamment les hauts patrimoines financiers

Un deuxième confinement marqué par l'essor du e-commerce

supérieures n'ont pas effectué un tel rattrapage puisque leurs dépenses dans ce secteur sont restées au mois d'août 2020 au même niveau qu'en août 2019. En novembre, pendant le deuxième confinement, toutes les catégories socioprofessionnelles ont largement augmenté leurs dépenses dans le secteur du e-commerce. En particulier, les cadres et professions intellectuelles supérieures ont augmenté leurs dépenses de 42 % dans ce secteur par rapport à novembre 2019, et les ouvriers de 51 %. Cette augmentation traduit sans doute l'adaptation du comportement des ménages aux mesures de restrictions sanitaires, avec un développement accru des consommations alternatives en ligne⁹. Dans la restauration, la diminution des dépenses apparaît toujours très sévère, mais un peu moins qu'en avril puisqu'elle varie de -39 % pour les ouvriers à -63 % pour les cadres et professions intellectuelles supérieures.

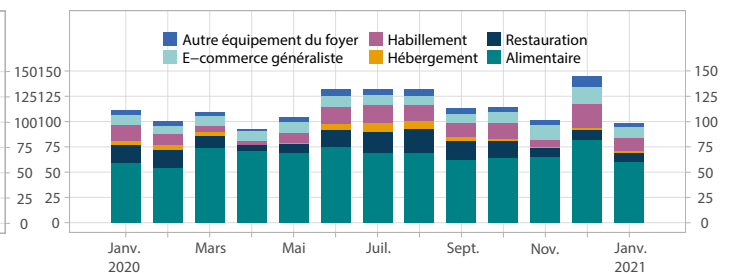
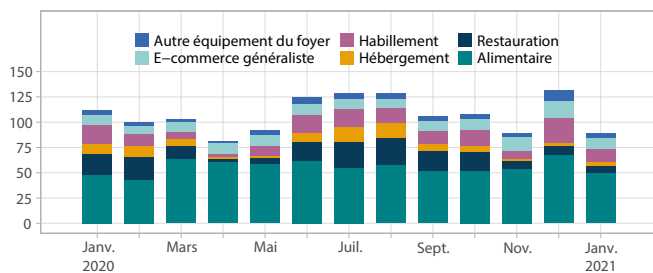
⁹ Ce constat avait pu être également mis en évidence, au niveau agrégé et toujours à partir des transactions par carte bancaire CB, dans l'éclairage sur la consommation des ménages publié dans le *Point de conjoncture* du 2 décembre 2020.

► 4. Structure de consommation mensuelle en 2020, par catégorie socioprofessionnelle des ménages actifs de l'échantillon redressé

Base 100 en février 2020 pour chaque catégorie socioprofessionnelle

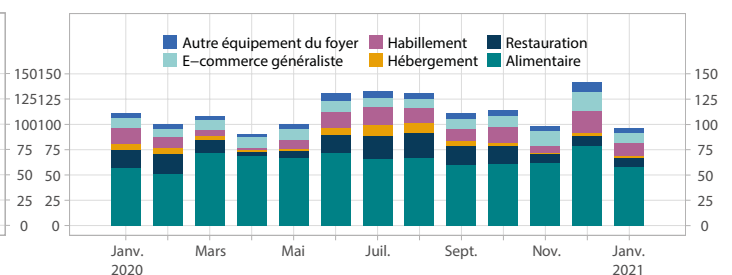
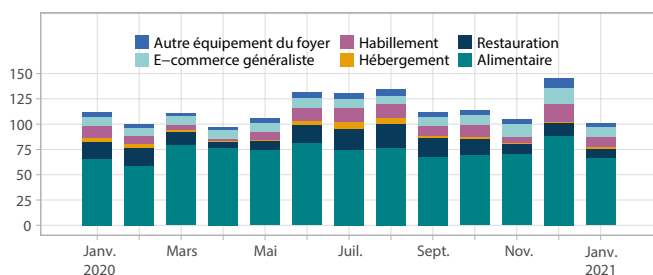
Cadres et professions intellectuelles supérieures

Employés



Ouvriers

Professions intermédiaires



Lecture : pour les ménages dont la personne de référence appartient à la catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures, le total des dépenses en avril 2020, pour les secteurs représentés, était inférieur de 19 % par rapport février 2020 (non corrigé de la tendance pré-crise car la décomposition par secteur n'est possible qu'à partir de juillet 2019). Note : les indépendants et les artisans ne sont pas présents dans ce graphique car les effectifs sont faibles pour réaliser une décomposition de leur consommation. Seules les dépenses par carte sont prises en compte ici, et les secteurs sont des regroupements des *Merchant Category Codes* (MCC). Les évolutions de consommation sont plus dynamiques que celles observées sur les figures 2, 3 et 5 qui incluent, outre l'ensemble des dépenses par carte, les retraits et les paiements par chèque (de plus, dans ce graphique, la tendance pré-crise n'est pas prise en compte faute de données par MCC sur l'année entière en 2019). Les dépenses alimentaires incluent notamment par défaut toutes les dépenses en supermarché qu'elles soient alimentaires ou non.

Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

Une consommation en plus forte baisse chez les plus de 60 ans

Les ménages jeunes¹⁰ dont la personne de référence a entre 18 et 25 ans ont connu depuis juin un rebond de leur consommation plus prononcé que les autres tranches d'âge (► **figure 5**). *A contrario*, les ménages âgés avec une personne de référence de plus de 60 ans, dont la santé est plus mise en danger par la Covid-19, ont davantage réduit leur consommation lors des deux confinements ; par ailleurs, le rebond de leur consommation a également été moins important pendant l'été notamment du fait des dépenses de restauration (► **figure 6**). Ces spécificités pourraient refléter des précautions sanitaires accrues et une volonté de se tenir à l'écart des lieux de contamination pour une catégorie particulièrement touchée par l'épidémie de Covid-19.

Une chute des revenus plus prononcée pendant le premier confinement que pendant le deuxième

Lors du premier confinement, les revenus perçus ont globalement diminué, et ce, pour l'ensemble des catégories étudiées. Les revenus des ménages n'étant pas directement observés à partir de ces données bancaires, la somme des chèques et virements entrants est ici utilisée comme une approximation des revenus (► **encadré sources et méthodes**). Les virements supérieurs à 40 000 euros ont été écartés car ils correspondent plus vraisemblablement à un transfert entre comptes qu'à un revenu. Cependant, les revenus mesurés ainsi surestiment les revenus réels car ils intègrent des transferts entre ménages et également entre institutions bancaires au sein d'un même ménage. Ainsi, les évolutions observées sont probablement plus sensibles à la conjoncture économique que celles des revenus réels.

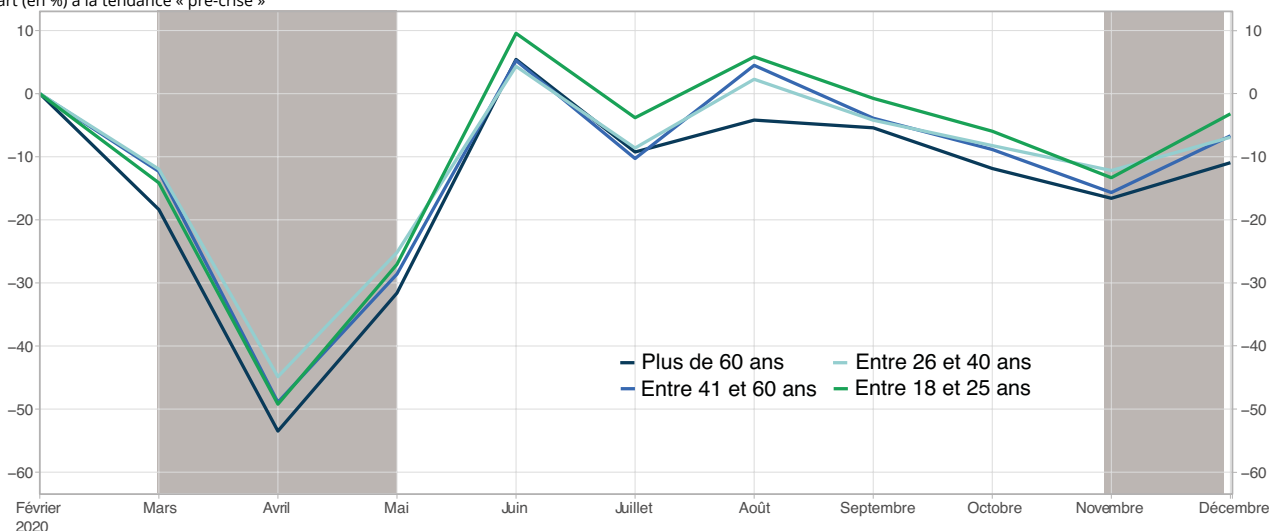
En avril, la médiane des revenus a diminué de presque 10 % par rapport à la tendance pré-crise (► **figure 7**). Le 1^{er} quartile de revenus (c'est-à-dire le niveau de revenu tel qu'un quart de la population en perçoit moins) a baissé en avril, mais plus faiblement que le 3^e quartile. Cette baisse des revenus par rapport à la tendance pré-crise s'est poursuivie en mai, malgré la sortie du confinement en milieu de mois.

Après le déconfinement, les revenus ont beaucoup progressé en juin, avec

¹⁰ Dans ces données bancaires, les jeunes quand ils atteignent l'âge de 18 ans forment un ménage à part quel que soit leur indépendance financière et leur lieu de résidence.

► 5. Consommation des ménages de l'échantillon redressé en 2020 selon leur âge, et en écart par rapport à la tendance pré-crise

en écart (en %) à la tendance « pré-crise »



Lecture : en avril 2020, la consommation des ménages dont la personne de référence a de 18 à 25 ans était inférieure de 50 % par rapport à la tendance pré-crise.

Note : les périodes de confinement sont indiquées par les zones grisées.

Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

En 2020, la chute de la consommation a alimenté l'épargne, faisant progresser notamment les hauts patrimoines financiers

un fort rebond pour toutes les catégories de revenus, de l'ordre de 7 % en moyenne sur l'ensemble des ménages par rapport à la tendance pré-crise. La fin de l'année a été marquée, malgré le deuxième confinement, par un relatif retour à la normale, avec des revenus autour du niveau auquel on se serait attendu si la tendance pré-crise s'était poursuivie¹¹. Le deuxième confinement, en novembre, semble en effet ne pas avoir occasionné de baisse globale de revenu, et ce, pour tous les quartiles observés, même si ce résultat d'ensemble peut masquer des évolutions individuelles plus défavorables.

Le patrimoine financier a crû fortement en 2020, surtout pour les hauts patrimoines

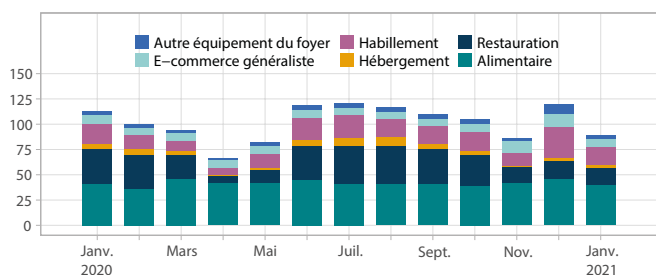
La chute de la consommation lors des deux confinements a provoqué une hausse du patrimoine financier des ménages en 2020. En effet, les mesures de restrictions sanitaires, dont la fermeture des commerces « non essentiels » pendant les deux confinements, ont contraint les ménages à réduire leur consommation. Leur épargne a dès lors mécaniquement augmenté puisque les revenus d'activité, de leur côté, ont nettement moins diminué (le taux d'épargne des ménages a ainsi atteint 21,3 % du revenu disponible des ménages en 2020 selon les comptes nationaux, après 14,9 % en 2019).

¹¹ Globalement, l'évolution du revenu moyen des ménages de l'échantillon apparaît plus faible, en 2020, que celle du revenu disponible brut des ménages mesuré par les comptes nationaux. L'écart peut provenir de la différence de concept entre les deux notions (le revenu disponible brut des ménages inclut celui des entrepreneurs individuels, ainsi que les loyers imputés que les ménages propriétaires se versent à eux-mêmes...) mais aussi de la difficulté à reconstituer le revenu des ménages à partir des données utilisées (le revenu n'est pas directement observé et les clients de l'échantillon peuvent être des comptes secondaires dans d'autres banques).

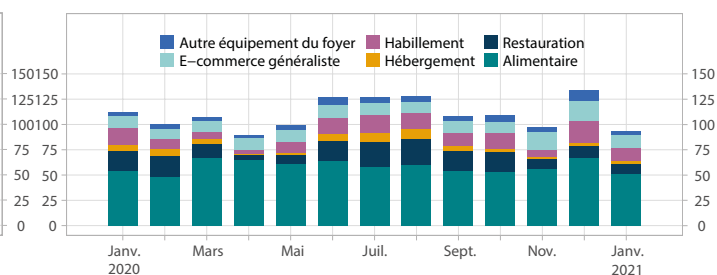
► 6. Structure de consommation mensuelle en 2020, par tranche d'âge de l'échantillon redressé

Base 100 en février 2020 pour chaque tranche d'âge

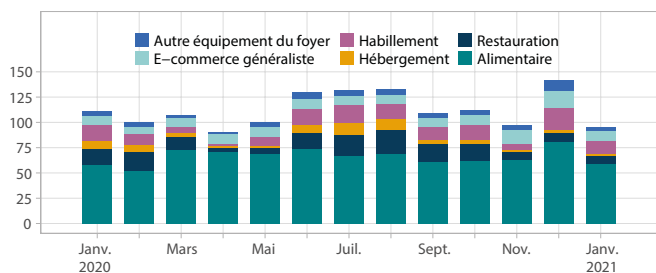
Entre 18 et 25 ans



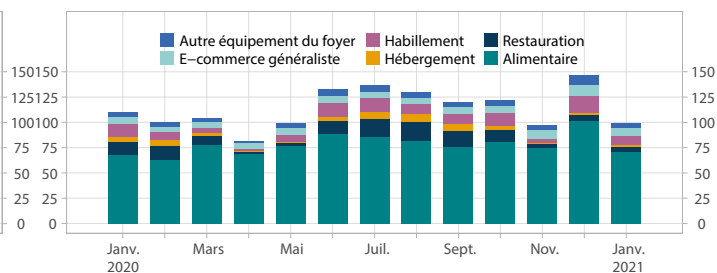
Entre 26 et 40 ans



Entre 41 et 60 ans



Plus de 60 ans



Lecture : pour les ménages dont la personne de référence a entre 18 et 25 ans, le total des dépenses en avril 2020, pour les secteurs représentés, était plus bas de 34 % par rapport à février 2020 (non corrigé de la tendance pré-crise car la décomposition par secteur n'est possible qu'à partir de juillet 2019).

Note : seules les dépenses par carte sont prises en compte ici, et les secteurs sont des regroupements des Merchant Category Codes (MCC). Les évolutions de consommation sont plus dynamiques que celles observées sur les figures 2, 3 et 5 qui incluent, outre l'ensemble des dépenses par carte, les retraits et les paiements par chèque (de plus, dans ce graphique, la tendance pré-crise n'est pas prise en compte faute de données par MCC sur l'année entière en 2019). Les dépenses alimentaires incluent notamment par défaut toutes les dépenses en supermarché qu'elles soient alimentaires ou non. Excepté e-commerce, seule la vente physique est prise en compte.

Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

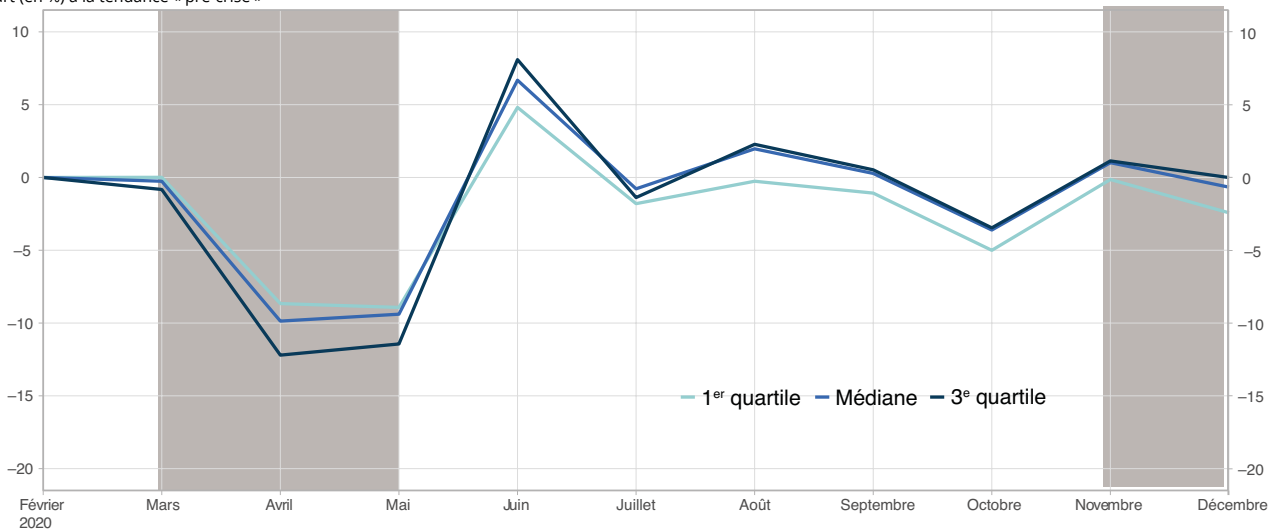


Premier confinement : une hausse massive de l'épargne liquide mais une baisse temporaire des assurances-vie et des comptes-titres liée au krach boursier en mars 2020

La baisse de la consommation des ménages de l'échantillon pendant le premier confinement, conjuguée à la préservation de leurs revenus du fait des dispositifs d'aide mis en place (activité partielle, fonds de solidarité...), leur a permis de « mettre de l'argent de côté ». Les soldes des comptes courants ont ainsi augmenté de 10 % entre février et mai alors que les soldes des comptes sur livrets ont augmenté de 2,5 % sur la même période (► **figure 8** et ► **encadré méthodologique**). Au contraire de cette épargne liquide, l'épargne financière, c'est-à-dire les avoirs en comptes titres et en assurance-vie, a diminué temporairement en mars avant d'augmenter les mois suivants. Cette baisse temporaire s'explique par la chute des cours boursiers. Toutefois, le rebond boursier des mois suivants et le surcroît d'épargne investi par les ménages dans ces instruments financiers au cours de l'année ont permis à l'épargne financière des ménages de dépasser en décembre son niveau de février.

► 7. Distribution des revenus des ménages en 2020, en écart à la tendance pré-crise

en écart (en %) à la tendance « pré-crise »



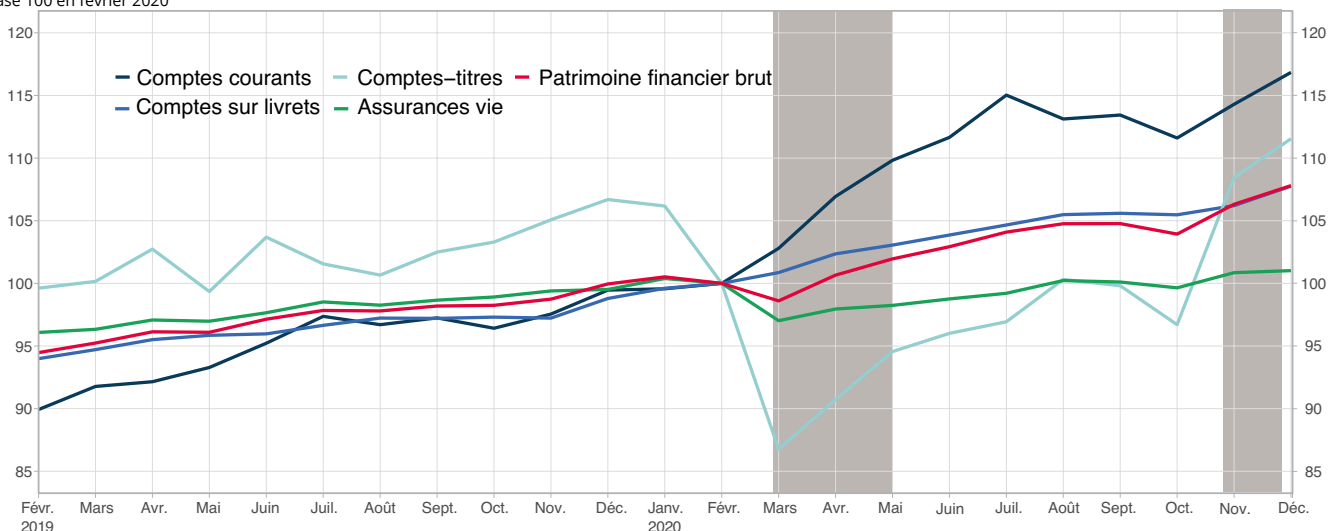
Lecture : en avril 2020, le premier quartile de revenus était 8 % plus bas que son niveau correspondant à la « normale ».

Note: Les quartiles et la médiane sont des seuils de revenu et s'interprètent comme suit : un quart des ménages gagnent moins que le 1^{er} quartile, la moitié moins que la médiane et les trois quart moins que le 3^e quartile.

Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

► 8. Évolution du patrimoine financier brut des ménages de l'échantillon redressé et de ses composantes en 2019 et en 2020

base 100 en février 2020



Lecture : en août 2020, le patrimoine financier brut était supérieur de 5 % au niveau de février 2020.

Note : les périodes de confinement sont indiquées par les zones grisées.

Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

En 2020, la chute de la consommation a alimenté l'épargne, faisant progresser notamment les hauts patrimoines financiers

Au final, le patrimoine financier brut des ménages de l'échantillon, qui inclut l'épargne liquide et l'épargne financière, a retrouvé son niveau de février dès le mois d'avril, après avoir légèrement baissé en mars, et l'a dépassé les mois suivants.

Lors du deuxième confinement, la baisse moins importante de la consommation a provoqué une augmentation de l'épargne liquide moins forte que pendant le premier confinement. Les soldes des comptes courants ont néanmoins augmenté à hauteur de 5 % entre octobre et décembre. Le deuxième confinement n'ayant pas provoqué de chute notable des valeurs boursières, le patrimoine financier brut a fortement augmenté entre octobre et décembre.

Finalement, sur l'ensemble de l'année 2020, les ménages ont épargné fortement et leur patrimoine financier a de ce fait sensiblement augmenté. Cette augmentation de 2020 accentue la hausse déjà observée en 2019. Ainsi, le patrimoine financier des ménages étudiés a augmenté de 8 % entre février 2020 et décembre 2020 alors qu'il avait augmenté de 6 % entre février 2019 et décembre 2019.

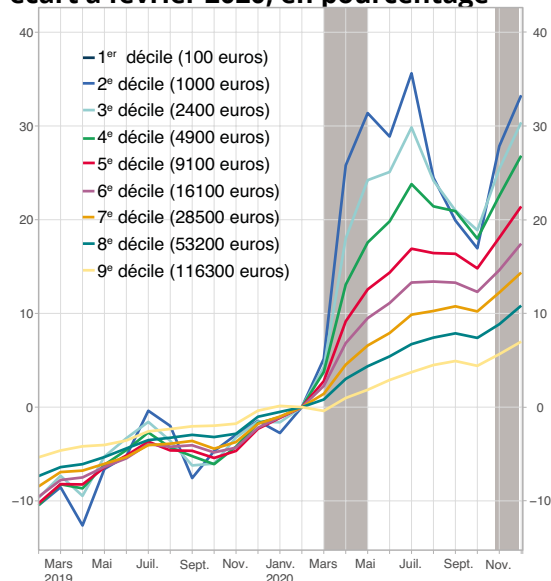
L'augmentation du patrimoine s'observe à tous les niveaux de patrimoine. Le patrimoine financier brut a augmenté en 2020 pour quasiment tous les déciles de patrimoine, davantage encore qu'en 2019 (► **figure 9a et b**).

Sur l'ensemble de l'année, le patrimoine financier a fortement augmenté

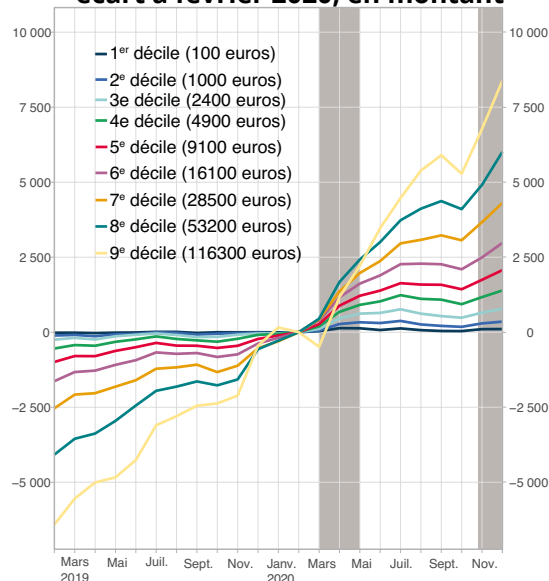
Une augmentation de tous les déciles de patrimoine financier en 2020

► 9. Déciles de patrimoine financier brut en 2019 et 2020

écart à février 2020, en pourcentage



écart à février 2020, en montant



Lecture : graphique de gauche - en avril 2020, le 1^{er} décile de patrimoine financier était supérieur de 25 % à son niveau de février 2020. Graphique de droite - en juin 2020, le 9^e décile de patrimoine financier était supérieur de 3 700 euros à son niveau de février 2020.

Note : les courbes correspondent à l'évolution des déciles. Les déciles sont les seuils de revenus découpant la population en 10 parts égales. Ainsi 10 % de l'échantillon ont un patrimoine financier inférieur au premier décile. Cette figure diffère donc des figures 2,3 et 5 sur la consommation car des seuils de patrimoine financier sont suivis et non des évolutions moyennes par groupe de ménages selon leur patrimoine 2019 (ces dernières pouvant être tirées par des ménages transférant leurs avoirs entre deux banques en 2020). L'évolution en pourcentage du premier décile n'est pas représentée car elle est extrêmement forte pendant le confinement et écraserait les autres courbes (le 1^{er} décile étant à un niveau faible, une légère augmentation en montant crée une forte augmentation en pourcentage).

Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee



Les hauts patrimoines financiers ont fortement augmenté leur épargne en 2020

Les faibles patrimoines financiers ont connu une forte augmentation relative de leur patrimoine financier, qui correspond cependant à une faible augmentation en euros

Une baisse temporaire des hauts patrimoines financiers en mars, en lien avec la chute des cours boursiers

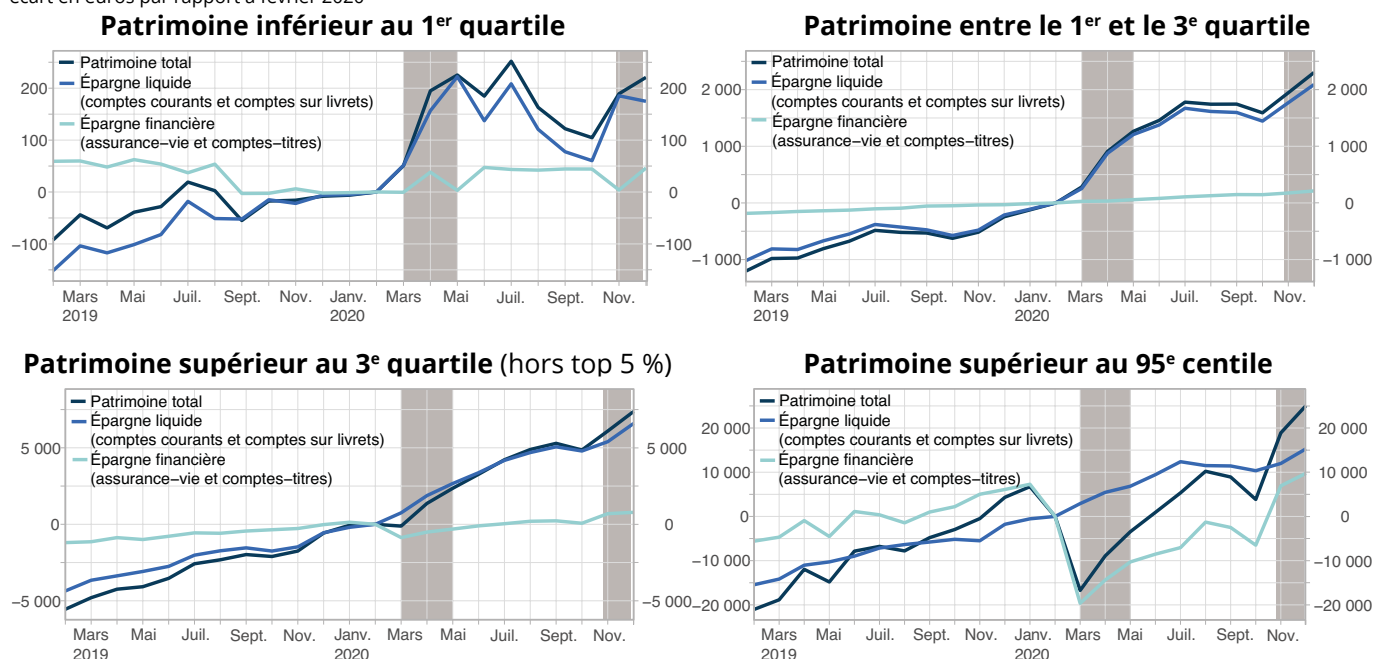
Les plus hauts patrimoines financiers ont connu les plus fortes augmentations de patrimoine en montants (► **figure 9**). En effet, les ménages avec des patrimoines financiers élevés, qui ont souvent des flux de revenus élevés (Cazenave-Lacrouts, 2018), ont fortement réduit leur consommation (cf. supra) et ont donc bénéficié d'un important surcroît d'épargne en 2020. Ce surcroît d'épargne représente toutefois une part mineure de l'épargne accumulée au cours de la vie de ces ménages et a ainsi provoqué une hausse du 8^e et du 9^e décile de patrimoine de l'ordre de 10 % ou moins.

Au contraire, en proportion du patrimoine financier de départ, ce sont les plus petits patrimoines financiers qui ont le plus fortement augmenté en 2020. Le 1^{er} décile, qui correspond à un patrimoine financier de 900 euros dans l'échantillon étudié, a augmenté d'un peu plus de 30 % entre février et mai 2020, soit une augmentation d'environ 300 euros. Les montants en jeu demeurent faibles en niveau par rapport aux hauts patrimoines mais représentent une part importante du patrimoine initial de ces ménages. Avec le déconfinement, ces petits patrimoines financiers se sont ensuite réduits au fur et à mesure que les ménages consommaient pendant l'été le (faible) surplus accumulé pendant le premier confinement.

Les ménages avec des hauts patrimoines détiennent une part plus importante de leurs avoirs sous forme d'épargne financière. Ces ménages ont davantage subi la baisse temporaire des cours de bourse en mars 2020, que les ménages détenant principalement des avoirs liquides (► **figure 10**). Leur patrimoine n'a augmenté que dans un second temps, lorsque le rebond boursier a effacé leurs pertes.

► 10. Épargne liquide, épargne financière (assurances-vie et comptes-titres) et patrimoine financier brut des ménages de l'échantillon redressé, selon leur niveau de patrimoine financier

écart en euros par rapport à février 2020



Lecture : en décembre 2020, les ménages avec un patrimoine financier moyen (compris entre les quarts des patrimoines les plus faibles et les plus élevés) ont augmenté leur patrimoine financier total brut de 1270 euros par rapport à la « normale », leur épargne financière de 20 euros et leur épargne liquide de 1250 euros.

Note : les courbes représentent le patrimoine financier moyen des ménages compris entre différents seuils de patrimoines financiers. Ce ne sont pas nécessairement les mêmes ménages qui se trouvent dans chacun des groupes chaque mois : certains ménages en augmentant, ou en diminuant leur épargne, peuvent passer d'un groupe à l'autre en 2019 et 2020.

Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

En 2020, la chute de la consommation a alimenté l'épargne, faisant progresser notamment les hauts patrimoines financiers

Des patrimoines financiers qui augmentent davantage pour les plus de 40 ans

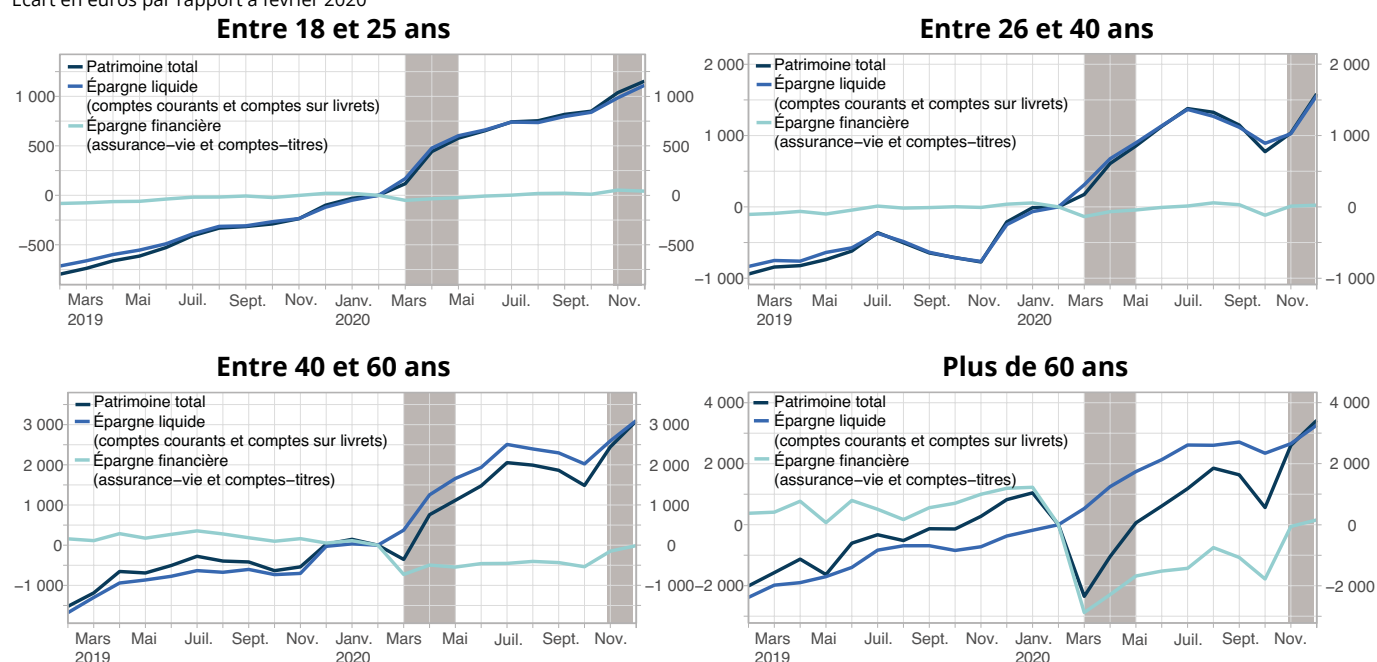
Des patrimoines financiers qui augmentent moins pour les artisans commerçants, pour les ouvriers, les jeunes, et pour les salariés du secteur privé par rapport à ceux du secteur public

Au sein des ménages étudiés, le patrimoine financier des ménages plus jeunes, dont la personne de référence a moins de 40 ans, a en moyenne moins augmenté (en euros) que celui des ménages dont la personne de référence a plus de 40 ans (► **figure 11**). Les ménages dont la personne de référence a entre 40 et 60 ans ont en effet des revenus plus importants : ainsi, la chute de la consommation en 2020 a libéré des montants plus élevés pour leur épargne. De plus, ces ménages, plus souvent dans des emplois stables, en CDI, ont été probablement moins sujets à des chutes de leur revenu en lien avec la crise économique. Les ménages dont la personne de référence a plus de 60 ans détiennent quant à eux une plus grande part de leur patrimoine en épargne financière et ont donc été plus fortement touchés par la chute des cours boursiers en mars avant de voir leur épargne augmenter à nouveau les mois suivants.

Au sein de la population active, certaines catégories ont davantage souffert que d'autres de la crise économique ; en conséquence, leur patrimoine a moins augmenté. C'est le cas des artisans et commerçants, et, dans une moindre mesure, de celui des salariés du secteur privé qui pâtit de pertes de revenu suite à l'arrêt ou au ralentissement de l'activité économique (► **encadré Hétérogénéité des variations de patrimoine financier selon les catégories socioprofessionnelles et les secteurs**). Le patrimoine financier des ouvriers a également moins augmenté que pour les autres catégories. Les ouvriers, plus souvent employés en intérim, ont pu être touchés plus sévèrement par la crise économique.

► 11. Patrimoine financier des ménages de l'échantillon redressé selon l'âge de la personne de référence

Écart en euros par rapport à février 2020



Lecture : en décembre 2020, les ménages entre 40 et 60 ans ont augmenté leur patrimoine total brut de 1500 euros par rapport à la « normale », leur épargne financière (comptes-titres et assurances-vie) de 50 euros et leur épargne liquide de 1450 euros.

Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

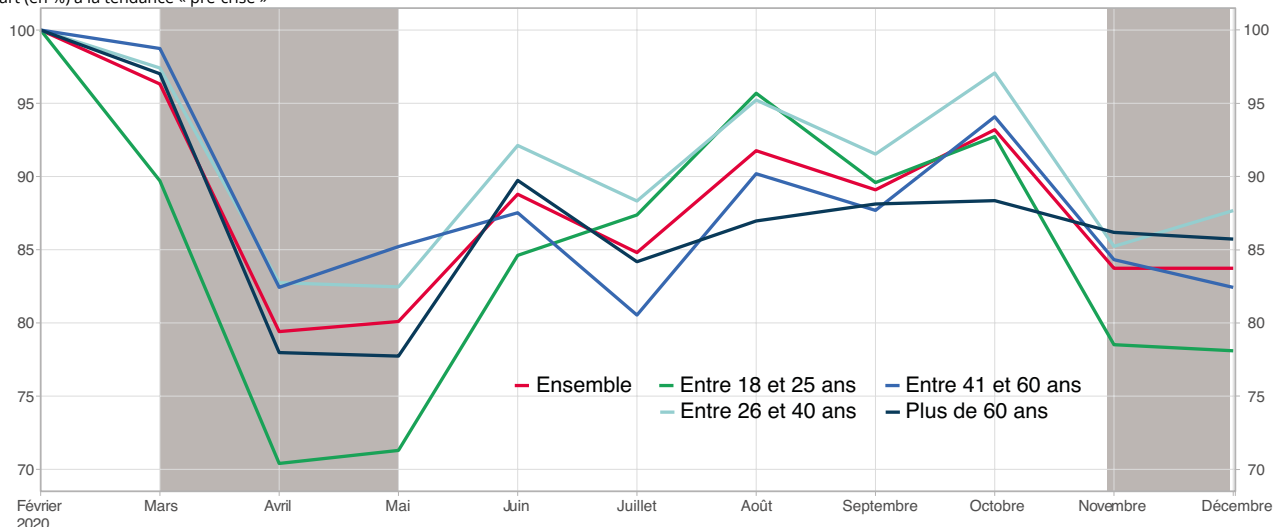
Une baisse du nombre de personnes à découvert pendant le confinement puis une lente remontée

La chute de la consommation pendant le premier confinement a eu pour effet de diminuer la part des ménages avec des avoirs négatifs (► **figure 12**). Cette part a ensuite augmenté sans retrouver pour autant son niveau d'avant-crise. Elle a progressé plus vite chez les ménages plus jeunes, dont la personne la plus âgée a moins de 40 ans, ces derniers ayant à la fois des patrimoines financiers plus faibles et des revenus moins stables.

Ces résultats peuvent apparaître contradictoires avec les résultats de l'enquête Epicov. Cette dernière a en effet mis en lumière une augmentation des ménages déclarant une situation financière dégradée notamment chez les personnes à faibles revenus (Givord, Silhol, 2020). Cependant, la perception d'une situation financière dégradée ne se traduit pas nécessairement par une baisse du patrimoine financier détenu sur les comptes en banque des ménages. Si les revenus d'activité baissent et que les perspectives économiques s'assombrissent, la situation financière des ménages peut être perçue comme détériorée sans que l'épargne n'en soit à ce stade affectée. Les confinements ont provoqué une baisse importante de la consommation qui a alimenté l'épargne. Cette hausse de l'épargne ne reflète donc pas une amélioration de la situation financière des ménages, mais bien plutôt des contraintes sur la consommation. Par ailleurs, l'échantillon étudié ici ne comportant que les clients d'une seule banque, il ne saurait rendre compte parfaitement de la diversité des situations économiques de la population entière. ●

► 12. Part des ménages de l'échantillon redressé à découvert en 2020, selon l'âge de la personne de référence et en écart à la tendance pré-crise

en écart (en %) à la tendance « pré-crise »



Lecture : en décembre 2020, et par rapport à la tendance pré-crise, il y avait 15 % de moins de ménages à découvert, c'est-à-dire avec une somme négative des soldes de leur comptes.
Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

En 2020, la chute de la consommation a alimenté l'épargne, faisant progresser notamment les hauts patrimoines financiers

Encadré : Hétérogénéité des variations de patrimoine financier selon les catégories socioprofessionnelles et les secteurs

Cette table correspond à la régression de la différence des logarithmes des patrimoines financiers bruts des ménages actifs sur le marché de l'emploi entre décembre 2019 et 2020 sur les catégories socioprofessionnelles, l'âge et le département. Les coefficients s'interprètent comme l'épargne d'une catégorie à mêmes âges et départements par rapport aux professions intermédiaires du secteur public (la référence choisie). Ainsi, les professions intermédiaires du secteur privé ont, en moyenne, épargné 2,3 % de moins que les professions intermédiaires du public entre décembre 2019 et décembre 2020, à âge et département donnés. Cette régression permet ainsi de comparer un grand nombre de professions entre elles à âges et départements donnés. ●

► 13. Hétérogénéité des variations de patrimoine financier selon les catégories socioprofessionnelles et les secteurs

	Variation d'épargne entre décembre 2019 et décembre 2020	
	Coefficient	Écart-type
Professions		
Artisans commerçants	-0,035***	(0.01)
Commerçants et assimilés	-0,036***	(0.01)
Chefs d'entreprises (+ de 10 sal.)	-0,068***	(0.012)
Professions libérales	-0,037***	(0.012)
Cadres		
du privé	-0,034***	(0.006)
du public	-0,024*	(0.01)
Professions intermédiaires		
du public	Référence	Référence
du privé	-0,023***	(0.007)
Employés		
du privé	-0,019***	(0.006)
du public	0	(0.007)
Ouvriers		
du privé	-0,026***	(0.007)
du public	-0,018*	(0.007)
Contrôles âge	X	X
Contrôles département	X	X

Lecture : les professions intermédiaires du secteur privé ont, en moyenne, épargné 2,4 % de moins que les professions intermédiaires du public entre décembre 2019 et décembre 2020, à âge et département donnés.

Source : données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

Encadré : sources et méthode

Ce travail repose sur l'exploitation de données de comptes bancaires auxquelles le Crédit Mutuel Alliance Fédérale a permis l'accès. Elles représentent un échantillon fixe d'individus au cours du temps en 2019 et 2020, permettant d'étudier la manière dont ils ont traversé la crise sanitaire.

Notre partenaire, le Crédit Mutuel Alliance Fédérale, souhaite rappeler les éléments suivants :

Première banque à adopter le statut d'entreprise à mission, Crédit Mutuel Alliance Fédérale a participé à cette étude dans le cadre des missions qu'elle s'est fixées :

- *contribuer au bien commun en œuvrant pour une société plus juste et plus durable : pour Crédit Mutuel Alliance Fédérale, participer à l'information économique c'est contribuer au débat démocratique ;*
- *protéger l'intimité numérique et la vie privée de chacun : Crédit Mutuel Alliance Fédérale veille à la protection absolue des données de ses clients. Toutes les analyses réalisées dans le cadre de cette étude ont été effectuées sur des données strictement anonymisées et sur les seuls systèmes d'information sécurisés et hébergés en France du Crédit Mutuel.*

Représentativité des données

L'échantillon a été constitué à partir de clients dont le Crédit Mutuel Alliance Fédérale était la banque principale en décembre 2018 et en juin 2020 selon des critères géographiques et de tranche d'âge. L'échantillonnage implique une sur-représentation des moins de 25 ans et une sous-représentation des plus de 65 ans en comparaison avec la structure de la population française fournie par le recensement. De même, le plan de sondage implique également une déformation dans la structure de la population des départements. Ainsi, l'échantillon a été repondéré afin de représenter la structure de la population française en termes d'âge et de département de résidence. Cependant, il est important de noter que l'échantillon, même après repondération, peut se distinguer du reste de la population française. Les retraités restent sous-représentés : 27,2 % dans la population mais seulement 16,6 % au Crédit Mutuel Alliance Fédérale. En revanche, les étudiants sont sur-représentés : 8,3 % dans la population contre 12,2 % dans les données après calage. Ces écarts s'expliquent surtout par des défauts de mise à jour de la situation socioprofessionnelle des clients dans ces données bancaires. Effectivement, il est probable que les fichiers clients ne soient pas mis à jour immédiatement, faute d'information, quand par exemple un étudiant trouve un emploi ou qu'un actif prend sa retraite. En ce qui concerne la situation maritale, les données sont assez proches de celles observées dans l'ensemble de la population. En janvier 2019, dans l'échantillon fourni par le Crédit Mutuel Alliance Fédérale, les personnes pacsées représentent 4,4 % de celui-ci, contre 4,5 % dans le recensement. Pour les personnes célibataires, ces chiffres s'élèvent à 27,8 % et 27 % respectivement.

Pour cette étude, il est utile de s'assurer que l'évolution des comptes bancaires observée au sein du Crédit Mutuel Alliance Fédérale est similaire à celle observée sur l'ensemble des comptes par la Banque de France sur la même période (**figure 14**). Ces évolutions sont proches ; les observations de cette étude sur les ménages de l'échantillon doivent se vérifier, globalement, sur l'ensemble des ménages de la population française. De même, les principaux résultats de cette étude sont confirmés par des exploitations provenant d'une autre banque (BNP Paribas).

.../...

En 2020, la chute de la consommation a alimenté l'épargne, faisant progresser notamment les hauts patrimoines financiers

Évolution de la consommation et de l'épargne par âge et catégorie socioprofessionnelle

Les évolutions de consommation et d'épargne sont calculées à partir de la définition du Crédit Mutuel Alliance Fédérale de groupe-ménage. Un groupe-ménage est constitué du client de la banque et de l'éventuel conjoint et enfants de moins de 18 ans. Quand un enfant client atteint l'âge de 18 ans, il forme un nouveau groupe-ménage. Les évolutions par tranche d'âge et par catégories socioprofessionnelles sont réalisées selon la personne de référence du ménage (soit la personne la plus âgée).

Mesure de la consommation, de l'épargne et du revenu

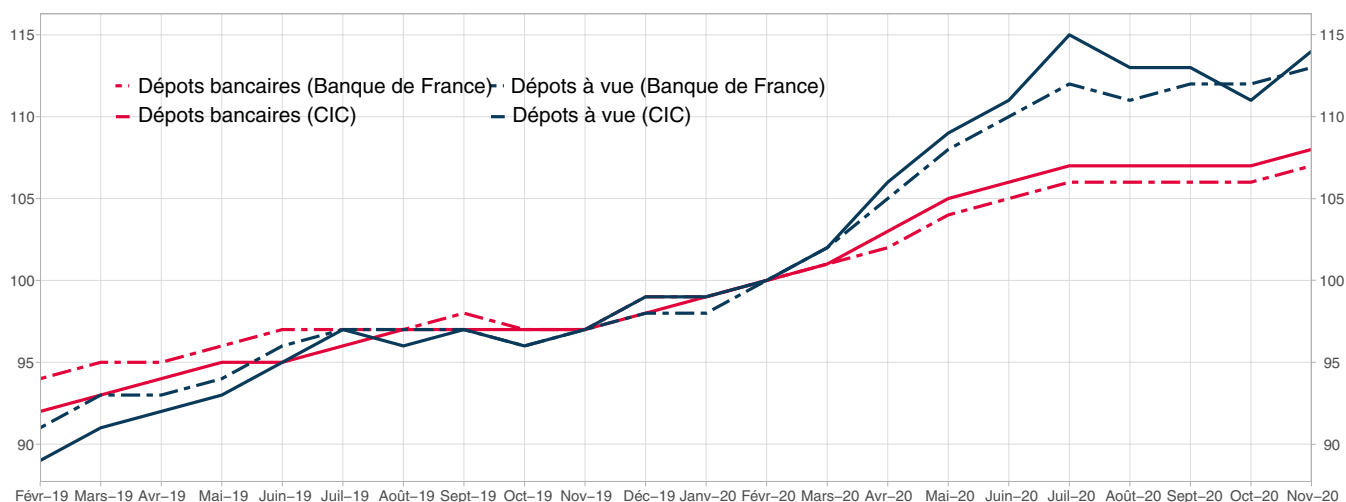
La consommation des ménages intègre les retraits, les paiements par carte et les paiements par chèques. Pour les clients de l'échantillon ayant des comptes dans une autre banque que le Crédit Mutuel Alliance Fédérale, elle n'intègre que les dépenses réalisées grâce aux moyens de paiements Crédit Mutuel Alliance Fédérale. Les prélèvements et les virements sortants ne sont pas inclus dans la mesure de la consommation, mais leurs évolutions sont toutefois reportées dans la **figure 1**. En effet, les virements sortants peuvent inclure des dépenses de consommation mais également des transferts entre ménages, voire des transferts au sein d'un ménage entre des comptes de différentes banques. De leur côté, les prélèvements (hors impôts et hors remboursements de crédits) s'apparentent bien à de la consommation, mais sont exclus de la plupart des analyses car les données ne sont disponibles qu'à partir de la fin de l'année 2019. Ils comprennent des dépenses « pré-engagées » et sont donc moins affectés à court terme par la crise sanitaire.

Le patrimoine financier brut étudié dans cette étude intègre l'ensemble des avoirs au Crédit Mutuel Alliance Fédérale des clients de l'échantillon. Ces avoirs peuvent être constitués d'épargne liquide (comptes courants et livrets d'épargne) ou d'épargne financière (assurance-vie et comptes titres). Ils ne représentent pas l'ensemble des avoirs financiers des clients si ces derniers possèdent également des placements dans d'autres institutions financières. C'est notamment le cas des ménages avec les plus hauts patrimoines financiers. Si ces données ne permettent pas une évaluation des montants détenus par les personnes les plus fortunées, elles donnent une idée précise de l'évolution globale des patrimoines financiers d'une majorité de ménages.

Les revenus n'étant pas directement observés dans les données bancaires utilisées, la somme des chèques et virements entrants est utilisée comme approximation dans cette étude. Les virements supérieurs à 40 000 euros ont été écartés, soit 0,13 % des observations, car ils correspondent plus vraisemblablement à un transfert entre comptes qu'à un revenu. Les virements entre comptes d'un même ménage au sein du Crédit Mutuel Alliance Fédérale sont

► 14. Évolution de l'épargne bancaire, comparaison avec la Banque de France

en %, base 100 en février 2020



Lecture : en avril 2020, la population française possédait des dépôts bancaires plus hauts de 3 % par rapport à février 2020. Pour les clients du Crédit Mutuel Alliance Fédérale, cette augmentation était de 4 %.

Source : Données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, livrets d'épargne des ménages et ISBLSM résidents (série Banque de France), calculs Insee

également exclus. Les revenus mesurés ainsi surestiment cependant les revenus réels (**figure 15**) car ils intègrent des transferts entre ménages et également entre institutions bancaires au sein d'un même ménage ; les évolutions peuvent s'en trouver affectées. Une autre approche afin de mesurer les revenus auraient été de les déduire à partir de la consommation et de l'évolution du patrimoine financier. Cela n'aurait cependant pas résolu le problème des transferts entre ménages. De plus, une telle mesure aurait capté les fluctuations de la valeur de l'épargne financière.

Évolution en écart à la tendance pré-crise

Afin de mesurer l'effet de la crise sanitaire sur l'évolution de la consommation, il est utile de comparer la situation mensuelle en 2020 à celle qui aurait prévalu si la crise sanitaire n'avait pas eu lieu. L'hypothèse mobilisée est qu'en l'absence de crise sanitaire, la consommation en mars 2020 aurait été égale à la consommation en mars 2019 auquel s'ajouterait l'augmentation annuelle de la consommation, mesurée entre février 2019 et février 2020 avant le premier confinement. Formellement, le ratio suivant est utilisé :

$$\text{Evolution de la consommation en mars en écart à la tendance pré-crise} = \frac{\text{Consommation}_{\text{mars}2020}}{\text{Consommation}_{\text{mars}2019} \left(\frac{\text{Consommation}_{\text{février}2020}}{\text{Consommation}_{\text{février}2019}} \right)} - 1$$

Une mesure supérieure à 0 indique une consommation supérieure au niveau attendu par la tendance pré-crise, une mesure inférieure à 0 indique l'inverse. ●

► 15. Distribution du revenu disponible des ménages selon les virements dans les données bancaires et selon l'enquête Revenus Fiscaux et Sociaux

	Crédit Mutuel Alliance Fédérale (2019)	Enquête Revenus Fis- caux et Sociaux (2017)
1 ^{er} décile	11 897	13 800
2 ^e décile	18 212	17 850
3 ^e décile	22 968	21 600
4 ^e décile	28 008	25 740
5 ^e décile (médiane)	34 142	30 540
6 ^e décile	41 972	35 850
7 ^e décile	51 692	42 020
8 ^e décile	64 637	50 090
9 ^e décile	88 615	63 870

Lecture : en 2017, 10 % des ménages ont un revenu disponible inférieur à 13 800 euros (1^{er} décile) d'après l'enquête Revenus Fiscaux et Sociaux et 10 % des ménages de l'échantillon ont perçu un revenu annuel inférieur à 11 897 euros d'après les virements reçus (hors virements supérieurs à 40 000 euros).

Note : les champs et les mesures diffèrent entre les deux sources. Le revenu correspond à un revenu disponible après impôts dans l'enquête Revenus Fiscaux et Sociaux alors qu'il correspond à la somme des virements entrants et des chèques (hors virement de plus de 40 000 euros pour le Crédit Mutuel Alliance Fédérale).

Source : Insee-DGFiP-Cnaf-Cnav-CCMSA, enquête Revenus fiscaux et sociaux 2017. Données Crédit Mutuel Alliance Fédérale, calculs Insee

Bibliographie

Bounie D., Y. Camara, É. Fize, J. Galbraith, C. Landais, C. Lavest, T. Pazem et B. Savatier (2020) : « Dynamiques de consommation dans la crise : les enseignements en temps réel des données bancaires », *Focus du CAE*, n° 049-2020, octobre.

Cazenave-Lacrouts M.-C. (2018), « Les très hauts revenus en 2015 : 1 % de la population perçoit 7 % des revenus et 30 % des revenus du patrimoine déclarés ». *Insee Référence*.

Fize E., Landais C., Lavest C. (2021), « Consommation, épargne et fragilités financières pendant la crise Covid ». *CAE*, focus 054 -2021.

Givord P., Silhol C. (2020) « Confinement : des conséquences économiques inégales selon les ménages ». *Insee Première* 1822.

Insee (2020) *Points et Notes de conjoncture 2020* ●